



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

*Direction départementale
des Territoires et de la Mer*

n°

Arrêté préfectoral modificatif relatif aux réserves de chasse et de faune sauvage

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 422-27, R 422-82 et suivants ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 août 2012 pris pour l'application de l'article R 427-6 du code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces d'animaux classées nuisibles ;
- Vu l'arrêté ministériel du 24 mars 2014 pris pour l'application de l'article R 427-6 du code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classées nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain ;
- Vu les arrêtés préfectoraux instituant les réserves de chasse et de faune sauvage du département des Pyrénées-atlantiques listés en annexe ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-155-0002 du 4 juin 2013 relatif aux réserves de chasse et de faune sauvage ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-135-0008 du 15 mai 2014 relatif à la définition du massif montagnard et de la zone de plaine au titre de l'exercice de la chasse dans les Pyrénées-Atlantiques ;
- Vu l'avis de la Fédération départementale des chasseurs ;
- Vu l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en date du 9 juillet 2014 ;
- Vu la consultation du public mise en œuvre du 9 au 30 juillet 2014 et l'absence d'avis émis ;
- Considérant la nécessité de réguler la population des espèces de grand gibier soumises à un plan de chasse afin d'éviter les dégâts agricoles et sylvicoles ;
- Considérant la nécessité de réguler les nuisibles pour protéger le petit gibier et les productions agricoles ;
- Considérant le plan de gestion cynégétique sanglier instauré sur le département des Pyrénées-atlantiques et la nécessité de réguler les populations de l'espèce afin d'éviter les dégâts aux activités agricoles ;
- Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Le présent arrêté fixe les modalités de gestion des réserves de chasse et de faune sauvage du département des Pyrénées-atlantiques.

Les articles 2 à 5 du présent arrêté abrogent et remplacent l'article 1 de l'arrêté 2013155-0002 du 4 juin 2013 relatif aux réserves de chasse et de faune sauvage.

L'annexe au présent arrêté abroge et remplace l'annexe de l'arrêté 2013155-0002 susvisé.

Article 2 :

Tout acte de chasse est interdit en tout temps dans la réserve de chasse et de faune sauvage ci-dessus désignée.

Article 3 :

Par dérogation à l'article 2, le tir des espèces de grand gibier soumises à un plan de chasse ou à un plan de gestion cynégétique pourra être effectué dans les réserves de chasse et de faune sauvage lorsqu'il est nécessaire au maintien des équilibres biologiques et agro-sylvo-cynégétiques. Cette exécution devra être autorisée chaque année par l'arrêté attributif des plans de chasse, et par les arrêtés fixant les modalités d'exécution des plans de gestion cynégétiques. Elle ne pourra se faire qu'à l'approche ou à l'affût entre le 1^{er} juin et le 14 août, et dans les conditions des plans de chasse ou plans de gestion cynégétique des espèces concernées, à compter du 15 août.

Article 4 :

Des captures de gibier vivant destiné au repeuplement ou à des fins scientifiques pourront être autorisées dans les réserves de chasse et de faune sauvage dans les conditions fixées par l'article L 424-11 du code de l'environnement.

Article 5 :

La destruction des animaux d'espèces classées nuisibles, par les détenteurs du droit de destruction ou leurs délégués, est autorisée par piégeage en tout temps dans les réserves de chasse et de faune sauvage selon les modalités prévues par les arrêtés ministériels en vigueur.

Elle pourra également y être réalisée à tir, par les détenteurs du droit de destruction ou leurs délégués, sur autorisation préfectorale individuelle dans les périodes et conditions prévues par ces mêmes arrêtés.

Toutefois, en zone de plaine telle que définie par l'arrêté préfectoral n° 2014135-0008 susvisé, la destruction à tir est autorisée en tout temps pour le ragondin et le rat musqué et pour la corneille noire de la fermeture générale de la chasse au 31 mars au plus tard.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Pau, dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Article 7 :

Le directeur départemental des territoires et de la mer, le commandant du groupement de gendarmerie départemental des Pyrénées-atlantiques, le directeur départemental de la sécurité publique, les maires des communes du département, le chef du service départemental de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, le chef du service départemental de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, le président de la Fédération départementale des chasseurs à Pau, le directeur de l'agence départementale de l'Office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pau, le 03 OCT. 2014
le Préfet,

pour le préfet des Pyrénées-Atlantiques et par délégation,
le directeur départemental des territoires et de la mer
et par subdélégation, la chef de service DREM,



Joëlle Tislé

ANNEXE à l'arrêté préfectoral n° **en date du**
Arrêtés préfectoraux instituant des réserves de chasse et de faune sauvage
dans le département des Pyrénées-atlantiques

Note : Les réserves de chasse instituées par arrêté ministériel sont devenues des réserves de chasse et de faune sauvage régies par les articles R.422-85 à R.422-92 du code de l'environnement (article 4 du décret du 91-971 du 23 septembre 1991).

ACCA	Arrêté
ABITAIN	95 D 295 du 29/5/1995
	99 D 1281 du 30/8/1999
ABOS	79 D 1857 du 26/11/79
AHAXE	95 D 265 du 17/05/1995
AICIRITS	86 D 48 du 20/01/1986
AINHARP	98 D 2173 du 23/09/98
AINHOA	72 D1204 du 5/10/1972
ALOS SIBAS ABENSE	90 D1093 du 11/09/1990
AMENDEUIX ONEIX	86 D 1338 du 2/10/1986
AMOROTS SUCCOS	2002-235-19 du 23/08/2002 2012-045-0028 du 14/02/12
ANDOINS	2004 D 203-7 du 21/07/2004
ANDREIN	2001 D 1477 du 08/10/2001
ANGAIS	82 D 1073 du 14/09/1982
ARANCOU	2008-165-14 du 13/06/2008 2008-165-15 du 13/06/2008
ARAUJUZON	92 D 534 du 29/07/1992 92 D 533 du 29/07/1992
ARBERATS	94 D 320 du 07/06/1994
ARBOUET SUSSAUTE	90 D 986 du 27/07/1990
ARBUS	99 D 73 du 22/02/1999
AREN	2011236-0011 du 24/08/2011
ARESSY	2005-28-5 du 12/10/2005
ARETTE	94 D 1119 du 07/09/1994 94 D 1118 du 07/09/1994
ARGAGNON	76 D 1712 du 19/8/1976
ARGELOS	85 D 954 du 28/08/1985
ARGET	2001 D 1350 du 29/8/2001
ARHANSUS	95 D 1051 du 12/10/1995
ARMENDARITS	2003-132-13 du 12/05/2003 2003-132-14 du 12/05/2003
ARNOS	2000 D 502 du 30/06/2000 modifié par n° 2009-330-12 du 26/11/2009 2000 D 503 du 30/06/2000 modifié par n° 2009-330-11 du 26/11/2009
ARQUE ITHORROTS OLHAIBY	75 D 2020 du 17/06/1975
ARRAUTE CHARRITTE	96 D 1017 du 22/08/1996
ARRIEN	77 D 1678 du 29/07/1977
ARTHEZ DE BEARN	87 D 1578 du 22/09/1987
ARTIGUELOUTAN	87 D 1516 du 15/09/1987
ARTIGUELOUVE	98 D 2094 du 28/08/1998 98 D 2093 de 28/08/1998 98 D 2092 du 28/08/1998
ARTIX	2012031-0015 du 31/01/2012 2012188-0009 du 06/07/2012

ACCA	Arrêté
ASASP ARROS	96 D 1005 du 21/08/1996
AUBOUS	82 D 1143 du 4/10/1982
AUDAUX	90 D 1091 du 11/09/1990
AUGA	Arrêté n° 2310 du 2/9/1968 du Ministère de l'Agriculture
AUSSEVIELLE	88 D 1555 du 29/9/1988
AUSSURUCQ	83 D 841 du 11/08/1983
AUTERRIVE	99 D 1280 du 30/08/1999
AUTEVIELLE	90 D 92 du 30/01/1990
AYDIE	2007-233-7 du 21 août 2007
AYHERRE	2003-230-10 du 18/08/2003
BALANSUN	77 D 505 du 25/2/1977
BALIRACQ	2001 D 1356 du 5/09/2001
BANCA	2010-280-11 du 07/10/10
BARINQUE	89 D 854 du 3/08/1989
BARRAUTE CAMU	79 D 1532 du 29/08/1979
BASTANES	87 D 555 du 22/04/1987 2008-235-4 du 22/08/2008
BEDEILLE	93 D 1059 du 01/09/1993
BEDOUS	94 D 1329 du 28/11/1994
BEHASQUE LAPISTE	2000 D 171 du 23/03/1999
BENEJACQ	79 D 372 du 21/02/1979
BEOST	2010-141-10 du 21/05/2010 92 D 1101 du 10/09/1992 92 D 1102 du 10/09/1992
BERGOUHEY VIELLENAVE	2008-165-16 du 13/06/2008 2008-165-17 du 13/06/2008
BERNADETS	90 D 573 du 20/07/1990
BERROGAIN LARUNS	86 D 1208 du 04/09/1986
BESCAT	98 D 2003 du 7/08/1998 98 D 2004 du 7/08/1998 98 D 2005 du 7/08/1998
BEYRIE EN BEARN	86 D 488 du 18/4/1986
BEYRIE SUR JOYEUSE	2000 D 1233 du 28/08/2000 2010-263-15 du 20/09/2010
BESINGRAND	2007 232 9 du 20/08/2007
BIDACHE	2002-212-16 du 31/07/2002 modifié par n° 2008-171-11 du 19/06/2008 2002 212 19 du 31/07/2002 modifié par n° 2008-171-12 du 19/06/2008 2002 212 18 du 31/07/2002 modifié par n° 2008-171-13 du 19/06/2008
BIDARRAY	73 D 775 du 18/05/1973
BOEILH BOUEILHO LASQUE	90 D 1235 du 20/10/1990
BOUGARBER	88 D 1415 du 25/8/1988
BOUMOURT	99 D 1396 du 17/9/1999

ACCA	Arrêté
BOURNOS	74 D 1263 du 28/06/1974
BUGNEIN	91 D 1014 du 28/08/1991 91 D 1013 du 28/08/1991
BUNUS	85 D 804 du 11/07/1985
BURGARONNE	97 D 526 du 17/07/1997
BUROS	80 D 1300 du 11/09/1980
BUROSSE MENDOUSSE	99 D 1271 du 25/08/1999 99 D 1270 du 25/08/1999
BUZIET	71 D 617 du 28/04/1971
BUZY	2005-283-5 du 10/10/2005
CAMBO LES BAINS	89 D 1308 du 11/09/1989 89 D 1309 du 11/09/1989
CAME	93 D 506 du 27/07/1993 93 D 507 du 27/07/1993 Arrêté du 24/9/1971 du ministre délégué auprès du 1er ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement.
CAMOU CIHIGUE	93 D 987 du 19/08/1993
CARRERE	89 D 852 du 2/08/1989
CARRESSE CASSABER	2004 229 11 du 16/8/2004
CASTAGNEDE	83 D 880 du 23/08/1983
CASTEIDE CAMI	89 D 1611 du 1/12/1989
CASTEIDE CANDAU	2005 194 7 du 13/7/2005
CASTERA LOUBIX	2000 D 1204 du 23/08/2000
CASTETIS	93 D 995 du 20/8/1993 98 D 369 du 2/6/1998
CASTETNAU CAMBLONG	2002-206-18 du 25/07/2002
CASTETPUGON	2013004-0008 du 04/01/2013
CASTILLON D'ARTHEZ	2014.248.001 du 05/09/2014
CAUBIOS LOOS	2000 D 278 du 11/05/2000
CESCAU	91 D 536 du 31/7/1991
CHARRE	2002-170-12 du 19/06/2002 96 D 1018 du 22/08/1996
CHARRITTE DE BAS	99 D 721 du 21/07/1999
CHERAUTE	2001 D 1345 du 28/08/2001 2001 D 1344 du 28/08/2001 2001 D 408 du 17/05/2001 2001 D 409 du 17/05/2001
COARRAZE	74 D 1329 du 4/07/1974
CONCHEZ DE BEARN	2002-169-7 du 18 juin 2002
COSLEDAA	86 D 1335 du 2 octobre 1986
DENGUIN	88 D 752 du 7/6/1988 Arrêté du Ministère de l'agriculture du 20/8/1968
DIUSSE	2008-169-11 du 17/06/08

ACCA	Arrêté
DOAZON	2001 D 557 du 20/6/2001
DOGNEN	98 D 2113 du 2/09/1998 98 D 2111 du 2/09/1998 98 D 2112 du 2/9/1998
DOMEZAIN BERRAUTE	2001 D 1310 du 20/08/2001 2001 D 1311 du 20/08/2001
ESCOS	2010-257-21 du 14/09/2010
ESLOURENTIES	86 D 1211 du 5/09/1986
ESPECHEDE	87 D 1221 du 01/07/1987
ESPELETTE	91D 965 du 13/08/91
ESPES-UNDUREIN	2007-142-6 du 22 mai 2007
ESPIUTE	89 D 1572 du 28/11/1989
ESQUIULE	2005-88-5 du 29/03/2005
ESTIALESCQ	77 D 390 du 11/02/1977 Arrêté du Ministère de la qualité de la vie du 3/11/1975 Arrêté du Ministère de l'agriculture du 29/10/1968 (communes d'Escou, Escout et Estialescq)
ETCHARRY	74 D 2022 du 22/11/1974
ETCHEBAR	92 D 1064 du 28/08/1992
ETSAUT	2012 185-0017 du 03/07/12
EYSUS	91 D 177 du 15/03/1991 91 D 178 du 15/03/1991
FICHOUS RIUMAYOU	86 D 1216 du 5 septembre 1986
GABAT "CILINChY"	2008-140-3 du 19/05/08 2003-204-8 du 23/07/2003
GARINDEIN	72 D 725 du 14/0672
GARLIN	96 D 1025 du 28/08/1996
GARRIS	99 D 536 du 8/06/1999
GER	98 D 1097 du 5/08/1998
GERONCE	2006-279-3 du 06/10/06
GESTAS	78 D 1939 du 14/09/1978
GEUS D'OLORON	2002-232-8 du 20/08/2002
GOES	2004-202-12 du 20/07/2004 2004-202-13 du 20/07/2004
GOMER	80 D 492 du 22/04/1980
GOTEIN LIBARRENX	85 D 414 du 14/06/1985
GUICHE	97 D 1060 du 27/08/1997 2000 D 1164 du 10/08/2000 2003 245 21 du 02/09/2003 2008-235-3 du 22/08/2008
GUINARTHE-PARENTIES	78 D 1659 du 17/07/1978
GURMENCON	85 D 1155 du 6/11/1985
GURS	98 D 1099 du 5/08/1998

ACCA	Arrêté
HAGETAUBIN	97 D 403 du 18/6/1997 97 D 404 du 18/6/1997
HALSOU	2002-212-10 du 31/07/02
HASPARREN	2013185-0005 du 04/07/2013 2013185-0006 du 04/07/2013 2013185-0007 du 04/07/2013 2012 213-0020 du 31/07/12 2008-221-7 du 08/08/2008
HAUT DE BOSDARROS	88 D 381 du 21/03/1988
HAUX	89 D 1394 du 20/09/89
HIGUERES SOUYE	2005-103-15
HOPITAL D'ORION	81 D 1175 du 10/09/1981
HOSTA	93 D 508 du 27/07/1993
HOURS	2011250-0005 du 01/09/2011
IBAROLLE	82 D 1044 du 10/09/1982
IDAUX MENDY	96 D 83 du 8/02/1996 96 D 64 du 01/02/1996
IDRON	72 D 347 du 30/03/1972
IHOLDY	2005-256-10 du 13/09/2005
ILHARRE	2003-259-3 du 16/09/2003 95 D 294 du 29/05/1995 2006-72-11 du 13/03/2006
IRISSARRY	88 D 1449 du 31/08/1988 98 D 432 du 23/06/1998
IROULEGUY	88 D 1956 du 28/12/1988
ISSOR	2007 - 176 - 4 du 25/06/2007
ISTURITZ	2000 D 1188 du 21/08/2000
ITXASSOU	2012-166-0015 du 14/06/12
JASSES	88 D 1465 du 06/09/1988
JATXOU	2012 206-0010 du 24/07/12
JAXU	74 D 1684 du 25/09/1974
JUXUE	79 D 1571 du 10/09/1979
LAA MONDRANS	80 D 1136 du 24/07/1980
LAAS	2005-259-5 du 16/09/2005
LABASTIDE CEZERACQ	72 D 1247 du 17/10/1972
LA BASTIDE CLAIRENCE	2010-259-136 du 16/09/2010
LABASTIDE MONREJEAU	97 D 1056 du 27/08/1997 97 D 1057 du 27/08/1997 2008-221-6 du 08/08/2008
LABASTIDE VILLEFRANCHE	2006-72-10 du 13/03/2006 2006-72-11 du 13/03/2006
LABATUT FIGUIERES	95 D 937 du 18/08/1995 2005-199-52 du 18/07/2005
LABETS BISCAY	97 D 1075 du 28/08/1997
LABEYRIE	76 D 1021 du 19/05/1976
LACADEE	92 D 945 du 3/08/1992
LACARRY	92 D 347 du 01/06/1992

ACCA	Arrêté
LACQ	80 D 1162 du 31/07/1980
LAGOR	2003-248-8 du 05/09/2003
LAGOS	2004-210-16 du 28/07/2004
LAGUINGE RESTOUE	2005-241-6 du 29/08/2005
LAHONTAN	99 D 361 du 21/5/1999
LAHOURCADE	95 D 962 du 30/08/1995 96 D 1022 du 26/08/1996
LAMAYOU	92 D 1063 du 28/08/1992
LANNE EN BARETOUS	87 D 1321 du 23/07/1987
LANNEPLAA	2004 D 230-7 du 17/08/2004 98 D 2076 du 18/08/1998
LANTABAT	2005-160-11 du 9/06/2005
LARCEVEAU	96 D 1026 du 28/08/1996
LAROIN	2005-153-9 du 2/06/2005
LARRESSORE	96 D 1028 du 28/08/1996 96 D 1029 du 28/08/1996
LARREULE	2003-127-6 du 7/05/2003 2003-127-7 du 7/05/2003
LARRIBAR SORHAPURU	85 D 936 du 27/08/1985
LARUNS	2012213-0005 du 31/07/2012
LAY-LAMIDOU	87 D 1223 du 01/07/1987 92 D 447 du 24/04/1992
LEREN	2002-170-11 du 19/06/2002 2002-170-10 du 19/06/2002
LESCAR	85 D 1033 du 30/09/1985 Arrêté du Ministère de l'environnement et de la qualité de la vie en date du 23/11/1983
LESCUN	94 D 1286 du 14/11/1994
LICHANS SUNHAR	90 D 276 du 13/04/1990 2008-231-4 du 11/08/2008
LICHOS	97 D 1158 du 09/09/1997
LICQ ATHEREY	2011-294-0011 du 21/10/11 2011-294-0010 du 21/10/11 2008-241-6 du 28/08/2008 2008-241-7 du 28/8/2008
LIMENDOUS	73 D 1449 du 31/08/1973
LIVRON	80 D 65 du 18/01/1980
LOHITZUN OYERCQ	2001 D 1308 du 20/08/2001 2008-221-2 du 8/08/2008
LONCON	2000 D 1459 du 25/10/2000
LOUBIENG	92 D 1019 du 25/08/1992 94 D 1108 du 2/09/1994 2004 238-7 du 24/08/2004 2005-201-11 du 20/7/2005
LOUHOSSOA	2009-133-16 du 13/05/2009
LOUVIE JUZON	2002-235-18 du 23/08/2002
LOUVIGNY	2009-162-13 du 11 juin 2009
LUCGARIER	97 D 213 du 14/03/1997
LURBE ST CHRISTAU	94 D 510 du 26/07/1994 90 D 1216 du 12/10/1990
LUXE SUMBERRAUTE	96 D 1015 du 22/08/1996 96 D 1016 du 22/08/1996

ACCA	Arrêté
LYS	79 D 1577 du 11/09/1979
MACAYE	82 D 1013 du 02/09/1982
MALAUSSANNE	2001 D 59 du 3/07/2001
MASCARRAS HARON	98 D 2241 du 13/10/1998
	98 D 2242 du 13/10/1998
MASPARRAUTE	96 D 951 du 31/07/1996
MASPIE LALONQUERE JUILLACQ	79 D 1757 du 31/10/1979
MAUCOR	Arrêté du Ministère de l'agriculture n° 2201 du 17 novembre 1966.
MAULEON	75 D 2654 du 30/09/1975
MAZEROLLES	96 D 1013 du 21/08/1996
	97 D 1088 du 01/09/1997
MENDIONDE	97 D 1115 du 03/09/1997
	97 D 1113 du 03/09/1997
	97 D 1114 du 03/09/1997
MERITEIN	97 D 438 du 25/06/1997
MIALOS	88 D 1538 du 23/09/1988
MOMAS	96 D 1032 du 29/08/1996
	96 D 1033 du 29/08/1996
	96 D 1034 du 29/08/1996
	96 D 1035 du 29/08/1996
MONCAYOLLE	2010-284-14 du 11/10/10
MONCLA	89 D 1307 du 11/09/1989
MONT DISSE	2001 D 1476 du 8/10/2001
MONTANER	2006-116-36 du 26/04/2006
	2006-116-35 du 26/04/2006
	2006-116-34 du 26/04/2006
MONTARDON	99 D 232 du 6/04/1999
MONTFORT	2001 D 1309 du 20/08/2001
MONTORY	99 D 680 du 20/07/99
MORLAAS	Arrêté du Ministère de l'agriculture en date du 25/9/1969
MOUGUERRE	2001 D 1325 du 23/8/2001
	2001 D 1324 du 23/8/2001
	2001 D 1323 du 23/08/2001
	2004 - 258 11 du 14/09/2004
	2008-231-6 du 11/08/2008
MOUHOUS	72 D 1122 du 18/09/1972
MOUMOUR	2003-174-10 du 23/06/2003
MUSCULDY	97 D 1348 du 20/11/1997
	2008-235-5 du 22/08/08
NABAS	99 D 344 du 12/05/1999
NARCASTET	2007 - 254 - 12 du 11 septembre 2007
	2007 - 254 - 13 du 11 septembre 2007
NAVAILLES ANGOS	2007-16-2 du 16 janvier 2007
NAVARENX	89 D 437 du 10/04/1989
NOGUERES	87 D 1482 du 9/09/1987
NOUSTY	2004-281-7 du 7/10/2004
OGENNE CAMPTORT	93 D 170 du 15/03/1993
	93 D 171 du 15/03/1993
OLORON STE MARIE	2014-218-15 du 06/08/2014
ORAAS/PDT GIC DES DEUX GAVES	2000 D 1232 du 28/08/2000
ORDIARP	72 D 914 du 31/07/1972

ACCA	Arrêté
OREGUE	96 D 968 du 01/08/1996
ORIN	98 D 2110 du 2/09/1998
ORION	88 D 391 du 28/03/1988
ORRIULE	2001 D 311 du 11/04/2001
ORSANCO	99 D 569 du 18/06/1999
ORTHEZ GASTON PHOEBUS	96 D 1077 du 26/9/1996 98 D 2008 du 7/8/1998 98 D 2009 du 7/8/1998 98 D 2010 du 7/8/1998 98 D 2007 du 7/8/1998 98 D 2006 du 7/8/1998 Arrêté du 20/9/1985 du Ministère de l'environnement - réserve sur les communes d'Orthez, Biron, Castétis)
OSSAS SUHARE	98 D 2109 du 02/09/1998
OSSERAIN	2003-120-6 du 30/04/2003
OSSES	97 D 1074 du 28/08/1997
OUILLOU	2004-285-6 du 11/10/2004
OZENX MONTESTRUCQ	86 D 1511 du 21/11/1986 91 D 314 du 15/05/1991
PAGOLLE	89 D 1752 du 19/12/1989
PARBAYSE	2007-187-21 du 06/07/07
PAU	284 du 25/04/1984 92 D 526 du 27/07/1992
PIETS PLAISANCE MOUSTROU	2013014-0011 du 14/01/2013
POEY DE LESCAR	2000 D 501 du 30/06/2000
POEY D'OLORON	98 D 2156 du 17/09/1998
PONSON DEBAT POUTS	87 D 1704 du 22/10/1987
PONSON DESSUS	92 D 946 du 3/8/1992
PORTET	92 D 1017 du 25/08/1992 92 D 1018 du 25/08/1992
PRECHACQ-JOSBAIG	99 D 343 du 12/05/1999 99 D 342 du 12/05/1999 2002-186-11 du 5/07/2002
PRECHACQ-NAVARRENX	87 D 1512 du 15/09/1987
PRECILHON	2002-311-6 du 6/11/2002
PUYOO	97 D 1178 du 17/9/1997 97 D 1180 du 17/9/1997 97 D 1179 du 17/9/1997 97 D 1237 du 01/10/1997
RIUPEYROUS	2002-168-3 du 17/06/2002
RIVEHAUTE	76 D 1833 du 20/09/1976 2008-221-3 du 08/08/2008
RONTIGNON	94 D 1133 du 13/09/1994 94 D 1134 du 13/09/1994
SAINT ARMOU	88 D 389 du 25/03/1988
SAINT CASTIN	90 D 1330 du 30/11/1990
SAINT DOS	98 D 41 du 13/01/1993
SAINT ESTEBEN	91 D 1092 du 23/09/1991
ST ETIENNE DE BAIGORRY	2010-271-8 du 28/09/2010
SAINT GLADIE	2003-182-15 du 01/07/2003
SAINT GOIN	2008-267-14 du 23/09/08 2008-267-13 du 23/09/08

ACCA	Arrêté
SAINT JAMMES	87 D 256 du 2/03/1987
SAINT JEAN POUUDGE	86 D 1214 du 05/09/1986
SAINT JUST IBARRE	2005-256-9 du 13/09/2005
SAINT MARTIN D'ARROSSA	97 D 437 du 25/06/1997
SAINT MARTIN D'ARBEROUE	96 D 1012 DU 21/08/1996
SAINT PALAIS	99 D 538 du 08/06/1999
SAINT PE DE LEREN	92 D 1487 du 22/12/1992
SAINT PEE SUR NIVELLE	2007-81-16 du 22/3/2007 2007-81-15 du 22/3/2007 2007-81-14 du 22/3/2007
SAINT PIERRE D'TRUBE	88 D 1466 du 06/09/1988
SAINT VINCENT	82 D 989 du 31/08/1982
SALIES DE BEARN	2006-39-29 du 08/02/2006 2009-105-21 du 15/04/2009 2006-39-32 du 08/02/2006 2006-39-33 du 08/02/2006 2008-221-4 du 08/08/2008
SALLESPISSE	2001 D 625 du 13/07/2001 2001 D 626 du 13/7/2001
SAMES	97 D 527 du 17/07/1997 97 D 528 du 17/07/1997
SARRANCE	94 D 1117 du 07/09/1994
SAUGUIS ST ETIENNE	95 D 408 du 18/07/1995
SAULT DE NAVAILLES	2007-16-2 du 16 janvier 2007
SAUVAGNON	74 D 2024 du 22/11/1974
SAUVELADE	2005-234-3 du 22/08/2005 2000 D 534 du 17/07/2000
SAUVETERRE DE BEARN	79 D 857 du 28/05/1979
SEBY	97 D 1157 du 8/09/1997 2008-221-5 du 8/8/2008
SEDZERE	92 D 1082 du 4/09/1992 88 D 1410 du 22/08/1988
SEMEACQ BLACHON	94 D 319 du 7 juin 1994
SENDETS	96 D 1054 du 12/09/1996
SERRES CASTET	76 D 2155 du 16/11/1976
SERRES MORLAAS	76 D 1752 du 01/09/1976
SEVIGNACQ MEYRACQ	91 D 161 du 08/03/1991 Arrêté ministériel du 12/2/1968
SIROS	81 D 1071 du 26/08/1981
SOURAIDE	75 D 66 du 13/01/1976 2008-231-5 du 11/08/2008 2008-231-3 du 11/08/2008
SUHESCUN	2011263-0006 du 20/09/2011
SUS	2002-171-14 du 20/06/2002 2002-171-15 du 20/06/2002
SUSMIOU	86 D 1245 du 17/09/1986
TABAILLE-USQUAIN	78 D 1937 du 14/09/1978
TADOUSSE USSAU	80 D 1336 du 24/09/1980
TARON	87 D 1472 du 4/09/1987
TARSACQ	2000 D 1200 du 22/08/2000
TROIS VILLES	87 D 1499 du 09/09/1987
UHART MIXE	95 D 387 du 07/07/1995

ACCA	Arrêté
URDES	2002-329-10 du 25/11/2002
URT	2005-255-10 du 12/09/05 2005-255-11 du 12/9/05
USTARITZ	89 D 855 du 3/8/1989 2005-291-5 du 18/10/2005 2005-291-4 du 18/10/2005
UZEIN	78 D 1604 du 5/07/1978
VERDETS	98 D 2155 du 7/9/1998
VIALER	85 D 839 du 18/07/1985
VIELLENAVE DE NAVARRENX	2001 D 410 du 17/05/2001 86 D 594 du 02/06/1986 89 D 1790 du 28/12/1989
VIELLENAVE D'ARTHEZ	83 D 327 du 13/05/1983
VIODOS ABENSE DE BAS	2013247-0001 du 04/09/2013 2000 D 1173 du 10/08/2000
VIVEN	76 D 763 du 16/04/1976

Pau, le 03 OCT. 2014
le Préfet,

pour le préfet des Pyrénées-Atlantiques et par délégation,
le directeur départemental des territoires et de la mer
et par subdélégation, la chef de service DREM,


Joëlle Tislé